Le pouvoir aux travailleurs

05 Mai 2018

N° 243

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

PATRONAT, GOUVERNEMENT ET SYNDICATS,
MAIN DANS LA MAIN POUR MAINTENIR LES TRAVAILLEURS DANS LE TROU !

Page 3

« QUE FAIRE CONTRE LA MONTÉE DE LA MISÈRE ET DE LA PAUVRETÉ ? »

Page 7 - 9

LA NÉCESSITÉ D'UNE ACTION COMMUNE DES TRAVAILLEURS POUR FAIRE RECULER LE PATRONAT

Page 11

PÉNURIE D'EAU POTABLE : RAS-LE-BOL !

Page 13 - 14

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- PATRONAT, GOUVERNEMENT ET SYNDICATS, MAIN DANS LA MAIN POUR MAINTENIR LES TRAVAILLEURS DANS LE TROU !.....	3
- UN EXTRAIT DE L'ALLOCUTION FAITE LORS DE LA 13ÈME FÊTE ANNUELLE DU JOURNAL « *LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS* » ……	4 - 7
- « QUE FAIRE CONTRE LA MONTÉE DE LA MISÈRE ET DE LA PAUVRETÉ ? » ……...	7 - 9
- KEY CONTRACTING : APRÈS 4 JOURS DE GRÈVE, LA LUTTE CONTINUE……...	10
- LA NÉCESSITÉ D'UNE ACTION COMMUNE DES TRAVAILLEURS POUR FAIRE RECULER LE PATRONAT …….….	11
- LUTTE CONTRE LA FUITE DU CAFÉ – CACAO – ANACARDE : POUR PROTÉGER LES INTÉRÊTS DES RICHES NÉGOCIANTS …….	12
- CE N'EST PAS LA PLUIE QUI TUE, C'EST L'INCURIE ET L'IRRESPONSABILITÉ DES AUTORITÉS POLITIQUES …….	12 - 13
- PÉNURIE D'EAU POTABLE : RAS-LE-BOL ! ……..…….……	13 - 14
- LE MILLIARDAIRE BOLLORÉ MIS EN EXAMEN DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION …….....	15

E d i t o r i a l

PATRONAT, GOUVERNEMENT ET SYNDICATS, MAIN DANS LA MAIN POUR MAINTENIR LES TRAVAILLEURS DANS LE TROU !

Comme tous les ans, lors du 1er mai, les dirigeants des principales centrales syndicales sont allés faire la courbette devant le pouvoir en place. En contrepartie, Ouattara leur a renouvelé son appui financier d'un montant total de 800 millions de francs, à partager entre les cinq centrales syndicales. C'est le montant qu'ils reçoivent de l'Etat pour coopérer gentiment avec lui et surtout avec les capitalistes qui ne cessent d'aggraver la situation des travailleurs.

Dans son discours, Ouattara a dit que « *c'est le ciel qui sera sa limite* » dans son action envers les populations. C'est sans doute vrai pour ce qui concerne ces actions en faveur des exploiteurs. Leurs affaires n'ont jamais été aussi florissantes. Ils ont toutes les faveurs du gouvernement. Au moindre claquement de doigts d'un capitaliste, les corps habillés accourent pour mater les travailleurs en grève alors que ceux-ci ne font que réclamer leurs droits. Eh bien oui, Ouattara, comme tous ceux qui se succèdent au pouvoir sont avant tout des serviteurs des capitalistes.

Ce n'est par hasard si les salaires sont bloqués depuis des années alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Les familles de plus en plus nombreuses de travailleurs tombent dans la misère ! Des pauvres meurent dans les hôpitaux, parce qu'ils n'ont pas les moyens de se soigner normalement ! De plus en plus de parents n'ont pas les moyens de scolariser correctement leurs enfants.

Ce n'est pas un hasard, non plus, si les travailleurs du bâtiment qui construisent le grand stade d'Anyama, sont payés au lance-pierres. Ils travaillent dans des conditions de sécurité plus que douteuses. Il s'agit-là pourtant d'un chantier commandé par le gouvernement. Des ministres y défilent à tout moment pour qu'on parle d'eux dans les journaux. Dans ce chantier que l'Etat exhibe comme un bijou, les ouvriers qui avaient fait grève ont été réprimés par les forces armées et gazés avec des bombes lacrymogènes. Certains ont été renvoyés.

Les travailleurs ne doivent rien attendre ni du gouvernement, ni des dirigeants des grandes centrales syndicales. Ils ne peuvent compter que sur leur propre capacité à lutter collectivement pour défendre leurs intérêts. Ils ne récolteront que ce qu'ils seront capables d'arracher par leurs luttes collectives.

Nous publions ci-dessous un extrait de l'allocution faite lors de la 13ème fête annuelle du journal « *Le Pouvoir Aux Travailleurs* » qui s'est tenue le 1er mai dernier.

« Le 1er mai 1886, il y a de cela un peu plus de 130 ans, des travailleurs ont été pendus par le gouvernement à Chicago aux Etas Unis d'Amérique. Ces grévistes luttaient pour limiter la journée du travail à 8 heures. C'était leur principale revendication. Nous commémorons cette journée symbolique parce que nous formons une seule classe sociale par-delà les frontières.

D'ailleurs, ce sont les mêmes problèmes que nous rencontrons aujourd'hui encore. Il n'y a pas beaucoup de travailleurs qui peuvent affirmer qu'ils arrivent à vivre avec leurs maigres revenus. Voilà pourquoi les grèves ne manquent pas. Le plus souvent, les travailleurs doivent faire face non seulement à leur patron, mais aussi aux corps habillés. Des travailleurs sont tabassés, pourchassés par les forces armées gouvernementales. Ainsi, des travailleurs qui construisent le grand stade d'Anyama ont été arrêtés. Certains ont perdu leur travail. De même pour les travailleurs de Gandhour. Tout cela parce qu'ils défendaient leurs intérêts face à l'exploitation qu'ils subissent.

(…) Aujourd'hui, comme les ouvriers de Chicago de 1886, nous continuons de lutter pour les mêmes huit heures de travail, contre les salaires de misère, contre l'insécurité au travail, contre la journalisation du travail, contre le travail à la tâche.

Dans les zones industrielles de Yopougon, en passant par celle de Koumassi, Vridi et autres, les travailleurs sont réduits en journaliers à vie avec des salaires de misère. Le plus souvent, des heures supplémentaires ne sont même pas rémunérées. Les cadences pour la production ne cessent d'augmenter. Et quand, excédés, exténués, les travailleurs lèvent la tête pour revendiquer ne serait-ce qu'une petite amélioration de leur sort, ils trouvent sur leur route, l'administration et la machine à réprimer de l'Etat. Les travailleurs de Ok Plast , de Multipark, et tout dernièrement ceux de

Gandhour, dans la zone industrielle de Yopougon, ont mené des luttes. Mais à chaque mouvement de grève, les capitalistes font appel à l'Etat et à sa machine de répression. Camarades, tout cela est dans l'ordre des choses ! Voilà pourquoi les gouvernements changent mais ils se ressemblent tous. Ils sont avant tout au service de la classe riche !

Dans le secteur du Bâtiment, les luttes ne manquent pas non plus. La semaine dernière c'était les travailleurs de l'entreprise Key Contracting qui ont pendant 4 jours, manifesté leur colère en bloquant leur chantier. Il y a la lutte des travailleurs de CMC-CI, qui pendant près d'un mois ont fait des débrayages chaque semaine. Nous avons parlé des travailleurs du Stade Olympique à Anyama qui ont fait plusieurs fois grève. D'autres luttes surviendront inévitablement. Parce que rien n'est réglé, nulle part. La plupart de ces grèves ont été réprimées par les corps habillés.

(…) Nous vivons dans une société capitaliste ; ce sont les intérêts des exploiteurs qui priment sur les intérêts des travailleurs. Il faudra que cela change ; c'est une question d'organisation et de rapport des forces entre les riches et les pauvres. Tôt ou tard, surviendront des grandes luttes, comme il y en a déjà eu dans le passé, où se décidera l'histoire de l'humanité.

(…) C'est une occasion pour nous de vous faire partager l'idée que ce monde peut changer ; qu'un autre ordre social, autre que l'exploitation de l'homme par l'homme, autre que le profit pour une minorité et la misère pour la majorité, est possible.

(…) Il est inadmissible que sur 7 milliards de personnes sur cette terre, 400 familles possèdent 95 % de la richesse de la planète, que des millions de personnes souffrent de la faim et de la misère alors qu'il y a de quoi satisfaire les besoins élémentaires de tous.

En Côte d'Ivoire, il y a de plus en plus de familles qui ne mangent pas à leur faim. Il y a des quartiers sans eau courante, sans électricité ou s'il en existe, elle est de mauvaise qualité à cause des baisses de tension. Et comme si cela ne suffisait pas, depuis 6 mois la CIE avec la complicité de l'Etat, fait la poche aux pauvres. Des agents flanqués de gendarmes débarquent dans nos quartiers pour ramasser des familles, parce qu'ils

utilisent ce qu'ils qualifient de « courant parallèle ». Et ce prétexte leur donne le droit de leur soutirer des sommes colossales allant de 500.000 F à 800.000 F, sous peine de faire 5 ans de prison. Mais les vrais voleurs, il faut les chercher ailleurs, pas dans les quartiers pauvres. Comment peut-on avoir un compteur d'électricité qui coûte entre 80.000 et 120.000 francs, quand le salaire minimum fixé dans ce pays est de 60.000 francs?

Les écoles publiques pour enfants de pauvres ne le sont que de nom. Chaque jour, on nous fait des reportages pour montrer des écoles où en saison de pluies, les cours sont suspendus parce que les toits sont percés ou inexistants. En ce qui concerne la santé, elle est soi-disant gratuite. Mais même dans ces hôpitaux (que nous qualifierons de mouroirs pour pauvres parce que c'est la mort qui attend souvent ceux-ci quand ils y mettent les pieds), rien n'est gratuit, il faut tout payer.

Tout ce qui est public se dégrade parce que ce sont les pauvres, les travailleurs et leurs familles qui les fréquentent. Et pourtant l'argent il y en a dans ce pays. Prenons un quartier comme Marcory Biétry, tout est en chantier aujourd'hui et un seul appartement de 3 pièces se loue à 750.000 Fr par mois, quand ce n'est pas plus. Des supers et hypers marchés poussent comme des champignons. Donc, d'un côté la richesse s'accumule pour la classe des riches et de l'autre la misère pour nous les travailleurs qui produisons cette richesse. C'est ce qui est à l'origine de la fuite des jeunes vers les pays occidentaux. Cette fuite qui se transforme souvent en catastrophe sur l'océan qui est devenu aujourd'hui un grand cimetière de la jeunesse africaine qui fuit la misère et les guerres de rapine des grands pays capitalistes.

Camarades travailleurs, chers invités, je ne peux terminer mes propos sans parler de ce qui se passe hors de nos frontières. Aujourd'hui ce sont des attentats meurtriers et à répétition que les pauvres subissent au Burkina, au Mali, en Irak, au Nigéria, en Afghanistan et j'en passe. Les populations vivent avec le peur de se faire déchiqueter par des kamikazes. De l'autre côté, ce sont des guerres fratricides en Syrie, au Yémen, au Congo Démocratique. Par ailleurs, la famine, un peu partout dans le monde,

fait des milliers de morts chaque année. C'est la barbarie aux quatre coins du monde. Tout cela, c'est le capitalisme. Ce système se nourrit des conflits, de la misère des pauvres. C'est pourquoi nous disons que l'avenir de ce monde, c'est le communisme. Il passera à travers des luttes, à travers des révolutions que les travailleurs et la jeunesse qui choisira le camp des travailleurs devront préparer dès maintenant.

Alors vive les idées révolutionnaires, vive l'union de tous les travailleurs, vive le communisme ! »

« QUE FAIRE CONTRE LA MONTÉE DE LA MISÈRE ET DE LA PAUVRETÉ ? »

C'est le thème du débat qui a précédé l'allocution lors de notre fête annuelle.

De nombreuses questions ont été posées à cette occasion ; nous en résumons ici quelques-unes, ainsi que les réponses qui ont été données par les animateurs :

Questions et interventions des invités :

- Est-il possible de changer la société capitaliste ?
- Quels moyens les travailleurs doivent-ils mettre en place pour changer leur situation ?
- Le droit des travailleurs n'est pas respecté sur les chantiers et dans les entreprises. Existe-t-il un comité pour aller inspecter dans les entreprises et sur les chantiers?
- Les syndicats n'arrivent pas à approcher toutes les entreprises, est ce que l'Etat a mis en place une structure pour examiner la situation ?
- Oui, c'est vrai que nous souffrons : quels moyens devons-nous mettre en place pour remédier à la situation ?
- Est-ce que si nous nous mettons ensemble on pourra changer quelque chose ?
- Ne pourrait-on pas faire des campagnes de sensibilisation ? Hormis notre fête annuelle, pourquoi n'organisons nous pas des séminaires d'informations ?
- Est-ce que la société civile ne peut pas nous aider ?
- Aujourd'hui, le taux de croissance de la Côte d'Ivoire est entre 8 et 9,5%. (…) mais l'ivoirien vit en dessous du seuil de pauvreté. On sent une volonté manifeste des autorités de maintenir la population dans la misère.
- Il existe plus de 60 partis en Côte d'Ivoire, c'est un parti de plus qu'on veut construire. Pour moi, le syndicalisme est la voie la plus appropriée.
- Les travailleurs devraient réclamer leurs droits.

En résumé, la réponse des organisateurs :

La vie des travailleurs n'a jamais été facile, où que ce soit dans le monde. Partout, les capitalistes ne cessent d'aggraver l'exploitation pour augmenter d'autant leurs profits. La seule chose qui les bloque efficacement, c'est la lutte collective que leur opposent les travailleurs ou la crainte de ces luttes.

Ces luttes, qui sont le plus généralement des grèves, sont quelques fois victorieuses. Mais quelque fois aussi des échecs.

Ce combat est nécessairement le résultat d'un rapport des forces entre les capitalistes d'un côté et les travailleurs de l'autre. Les exemples récents qu'on peut citer, c'est la lutte des ouvriers qui construisent le grand stade sur la route d'Anyama, ou encore, la grève récente des travailleurs de Gandhour à Yopougon, pour ne pas dire une explosion de colère. Leurs luttes n'ont pas pour autant abouti (ou pas encore) à un succès contre l'exploitation et les injustices qu'ils subissent.

Et pourtant, il n'y a pas d'autres voies possibles pour y parvenir sans lutte. Et s'ils ne se battent pas, leur situation continuera à s'aggraver. Il n'y a pas que les salaires qui restent bloqués vers le bas. Il y a les cadences de travail qui augmentent, le coût de la vie qui ne cesse d'augmenter et qui appauvrit d'année en année la population laborieuse.

Face aux travailleurs en lutte, les capitalistes ont le soutien des forces armées, de l'administration, en un mot de l'appareil d'Etat, sans compter la présence des vigiles que les patrons utilisent contre les grévistes.

C'est face à toutes ces forces que les travailleurs et les populations pauvres doivent faire face quand les grèves et les révoltes éclateront.

En temps ordinaire, les travailleurs qui sont pour engager la lutte sont très minoritaires. Néanmoins, même si la grande majorité des travailleurs baissent la tête, cela ne veut pas dire qu'ils sont d'accord avec leur situation. Cela veut dire simplement qu'ils ne se sentent pas de taille à engager une lutte à ce moment-là. La peur de perdre son travail, sachant que la charge de la famille pèse sur ses épaules, est un des éléments qui empêche les travailleurs de faire la grève.

Mais tôt ou tard arrive le jour où une goutte d'eau fait déborder le vase. Alors, ceux-là même qui étaient réticents hier relèvent la tête et se révoltent contre leur situation. Alors, une lutte ouverte contre le capitaliste s'engage.

Un militant ouvrier ne doit pas ignorer ce processus. Son rôle est donc de se préparer en conséquence, sans se couper de ceux qui hésitent mais au contraire de les convaincre pour que le mouvement soit le plus large possible afin d'augmenter notre force.

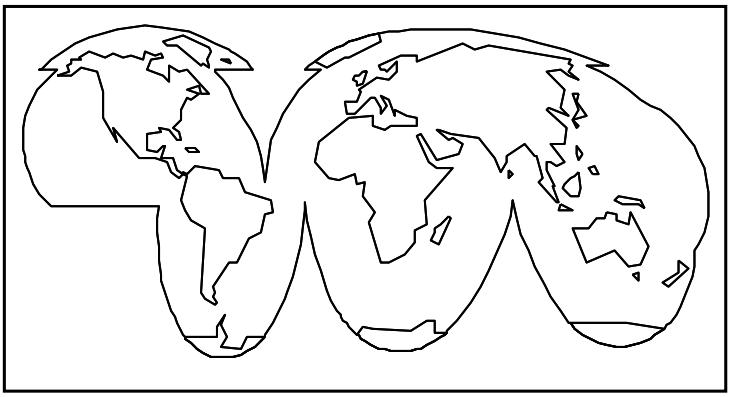
Toutes les grèves ne sont pas pour autant victorieuses mais on peut en tirer des leçons précieuses pour les batailles futures. Il y en aura d'autres nécessairement et il faut les préparer d'avance.

Lorsqu'une grève éclate dans une usine ou sur un chantier, le rôle d'un militant ouvrier est de tout faire pour mettre en place un Comité de grève qui assumera la direction du mouvement ; de mettre en place des piquets de grèves pour contrôler l'usine ou le chantier ; de veiller à ce que des AG (Assemblée Générale) se tiennent tous les jours, voire deux fois par jour, matin et soir, pour que les travailleurs décident démocratiquement de la suite qu'ils veulent donner à leur mouvement et qu'ils en gardent le contrôle. Autrement, des politiciens, des gens de la « société civile » pour reprendre les termes utilisés par un intervenant, ou des syndicats, dont la très grande majorité des dirigeants sont vendus au patronat, risquent de prendre le contrôle de la lutte et la mener vers des impasses. C'est ce qui se passe le plus souvent, lors des grandes luttes dans ce pays.

Pour défendre ses intérêts politiques, la classe ouvrière a besoin d'un parti politique propre à elle. Il y a peut-être 60 partis dans ce pays mais tous aspirent à servir les intérêts des classes possédantes, même s'ils masquent parfois leur vrai visage derrière leur prétendu volonté de « *servir la nation* » ou « *l'intérêt général* ».

La classe ouvrière, la classe des pauvres, constitue une force colossale. Sans les travailleurs aucune richesse ne peut sortir de la terre ou des usines. Sans eux le transport ne pourrait marcher ; le port ne pourrait décharger ou charger les marchandises dans les bateaux ; les banques ne pourraient ouvrir ; les hôpitaux ne pourraient soigner les malades, etc. Cette classe sociale constitue la grande majorité de la population sur cette terre, alors que les exploiteurs, les bourgeois en constituent une toute petite minorité. Alors, oui, l'avenir appartient aux travailleurs s'ils prennent conscience de leur force et du rôle historique qu'ils auront à jouer dans le renversement du système capitaliste.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

KEY CONTRACTING : APRÈS 4 JOURS DE GRÈVE, LA LUTTE CONTINUE

Key Contracting est une entreprise turque dans le secteur du bâtiment. Elle a plusieurs chantiers à travers la ville d'Abidjan et aussi à l'intérieur du pays. Elle emploie environ une centaine des travailleurs.

Mais comme toutes les autres entreprises qui exercent dans ce secteur, elle paie ses travailleurs au rabais. Ces derniers ne connaissent ni repos, ni congés payés. Après plusieurs années de travail, ils sont toujours considérés comme des journaliers. Quant à la question de sécurité, aucune mesure n'est prise sur les chantiers. Les travailleurs ne sont pas déclarés à la CNPS. En cas d'accident grave, après les premiers soins, le travailleur est aussitôt abandonné.

C'est contre tout cela que les travailleurs ont saisi leur direction avec une liste de revendications mais celle-ci n'a pas jugé nécessaire de répondre. Les travailleurs déposent alors un préavis de grève. Le 24 avril, à la fin du préavis, toujours sans aucune réaction de la part de la direction, les travailleurs entament la grève.

Au troisième jour de grève, la direction réagit en convoquant les représentants des travailleurs à la police. C'est en masse qu'ils se rendent à la police pour répondre à cette provocation. Après exposition des faits, le commissaire renvoie dos à dos les deux parties.

De retour sur le chantier, la colère monte d'un cran. Pendant les trois premiers jours de grève, les travailleurs laissent les sous-traitants travailler. Ils se réunissent en AG et décident de tout bloquer dès le lendemain.

Le 27 avril, très tôt le matin, la porte du chantier est fermée et cadenassée. Le piquet de grève prend position devant la porte d'entrée en y installant un banc en guise de barricade.

Les deux parties sont de nouveau convoquées au commissariat. Cette fois-ci la direction reconnait qu'elle paye les manœuvres à 3 000 F au lieu de 4 200 ou plus. Par contre, elle refuse de payer le rappel.

Les travailleurs comptent saisir l'inspection de travail. Mais ils savent que c'est leur mobilisation et leur détermination qui peuvent faire plier la direction.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA NÉCESSITÉ D'UNE ACTION COMMUNE DES TRAVAILLEURS POUR FAIRE RECULER LE PATRONAT

Les travailleurs de Polymousse, une entreprise de fabrication de matelas située à la zone industrielle de Yopougon ont fait grève récemment. ils réclamaient entre autres, une hausse de leur salaire à 4 000 F par jour au lieu des 3 000 F qu'ils perçoivent actuellement, l'embauche de ceux qui ont au moins un an d'ancienneté, de meilleures conditions de travail, le respect et la dignité.

Depuis longtemps, les travailleurs ont tenté de négocier avec le patron pour qu'une solution soit trouvée à ces revendications. Mais celui-ci fait la sourde oreille. Face à l'attitude méprisante du patron, les travailleurs se sont mis en grève pour se faire entendre.

Lorsque la grève a démarré, tout de suite, le patron, fort du soutien des autorités, des Inspecteurs de travail et des forces de l'ordre, a mis à la porte tous les grévistes et a fait occuper l'entreprise par la police.

Ce scénario n'est rien d'autre qu'une répétition de ce qui s'est passé récemment à Gandour, à Multipack et un peu plus loin au Stade Olympique. Comme quoi, les patrons réagissent tous de la même façon dès que les travailleurs osent lever le petit doigt.

Malgré la répression violente, les renvois de masse dès qu'ils se mettent en grève, les travailleurs ne manquent pas de courage pour se battre contre l'exploitation qu'ils subissent.

Pour le moment les patrons parviennent à réprimer facilement parce que les coups de colère des ouvriers sont isolés. Mais les problèmes des travailleurs sont les mêmes d'une entreprise à l'autre. Tôt ou tard, ils finiront par fédérer leurs luttes pour donner plus de force à leurs revendications.

L E U R S O C I E T E

LUTTE CONTRE LA FUITE DU CAFÉ – CACAO – ANACARDE : POUR PROTÉGER LES INTÉRÊTS DES RICHES NÉGOCIANTS.

Le gouvernement a annoncé « *une peine de 10 ans de prison et une amende pouvant atteindre 50 millions de Francs CF*A » pour tout paysan qui sera pris en train d'aller vendre le fruit de son travail dans un pays frontalier. Cette mesure concerne des produits agricoles comme le café, le cacao, le coton, l'anacarde et l'hévéa. Pourquoi un tel acharnement sur des paysans qui ne cherchent qu'à vendre leur production à un meilleur prix ?

Il existe depuis un certain temps un gros décalage entre le prix d'achat des matières premières imposé aux paysans en Côte d'Ivoire et celui pratiqué dans certains pays frontaliers. Par exemple, cette année, le prix bord champs de l'anacarde est fixé au Ghana voisin à 1 000 F le kilogramme alors qu'il est de 500 F le kg en Côte d'Ivoire. Quant au cacao : les paysans aux Ghana le vendent à 1 000 F le kilo, contre 700 F en Côte d'Ivoire.

Pour annuler cette fuite de produits vers les pays voisins, il suffirait d'aligner les prix d'achat avec ceux des pays voisins. Mais au lieu de ça, c'est une batterie de mesures que le gouvernement a pris pour obliger les paysans à accepter le prix pratiqué en Côte d'Ivoire.

Cette opération est menée uniquement dans l'intérêt des grands exportateurs dont la plupart sont liés aux hauts dignitaires qui dirigent ce pays, et au-delà les grandes multinationales qui s'engraissent sur le négoce de ces matières premières agricoles.

CE N'EST PAS LA PLUIE QUI TUE, C'EST L'INCURIE ET L'IRRESPONSABILITÉ DES AUTORITÉS POLITIQUES

Cette année la saison des pluies sera encore plus abondante que l'année précédente selon les prévisions annoncées.

Déjà en 2017, tout comme les autres années passées, les inondations et éboulements de terrains avaient causé des pertes en vies humaine ainsi que des dégâts matériels. C'est surtout Abidjan qui compte toujours le plus de victimes car le problème de drainage des eaux pluviales y est récurrent, plus particulièrement dans les quartiers précaires.

L E U R S O C I E T E

C’est seulement en début de mai, à quelques jours de la grande saison des pluies qui va de la mi-mai au mois de juillet, que le gouvernement envisage d’entreprendre des travaux de curage et d’entretien et de drainage, notamment à Abobo, à Cocody et à Koumassi. Il dit qu’il va aussi faire des travaux d’urgence notamment dans les villes d’Anyama, de Daloa, de Dimbokro, de Korhogo et de San-Pédro.

Or la saison des pluies est déjà là. Combien de morts allons-nous une fois de plus compter dans les quartiers populaires ? Combiens de familles pauvres vont se retrouver sans toit ? Sans compter que c’est pendant cette période que les populations sont souvent déguerpies sous prétexte de lutter pour leur sécurité.

Le gouvernement croit peut-être qu’il va s’en sortir encore une fois en versant des dédommagements symboliques aux parents des victimes mais son irresponsabilité risque de lui sauter à la figure.

PÉNURIE D’EAU POTABLE : RAS-LE-BOL !

La pénurie d’eau potable est chronique dans certains quartiers d’Abidjan et nombre de localités du pays. Jusque-là dans les villes, c’est l’accès aux réseaux d’eaux courantes qui posait problème étant donné que les frais que cela génèrent ne sont pas à la portée de tous. La nouveauté ces jours-ci, c’est l’assèchement même des robinets de la compagnie de distribution d’eau. Ainsi, Bouaké, 2ème ville du pays avec ses 1,5 millions d’habitants, se retrouve sans eau courante depuis plusieurs semaines. Le problème de pénurie d’eau en cette période n’est pas nouveau. Elle se répète chaque année avec une acuité plus ou moins grande en fonction de la longueur de la saison sèche. Mais jusque-là rien n’a été fait pour remédier à ce problème.

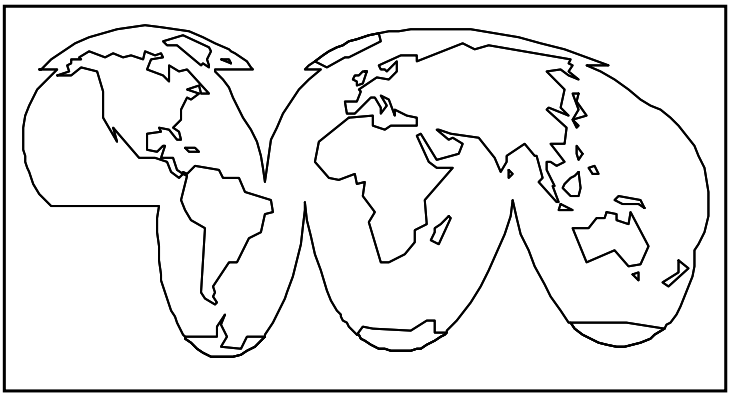
Cette année, c’est lorsque les réserves d’eau se sont asséchées et que les populations ont commencé à manifester que les autorités ont fait mine de découvrir le problème. Ce ne sont pas les quelques camions citernes et les forages faits à la va vite qui pourront couvrir les besoins en eau d’une ville comme Bouaké. Les populations sont obligées de s’approvisionner comme elles peuvent avec les risques qui en découlent.

L E U R S O C I E T E

Bouaké n’est pas seule dans cette situation, Niakaramadougou, Ferkéssedougou, Odiénné et d’autres localités du nord du pays sont aussi concernées.

Face à cette situation, le président se vante de ce qu’il a déjà réalisé, du budget qu’il y a consacré et de ce qu’il compte faire à l’avenir. C’est vraiment se moquer des populations pauvres qui souffrent de cette pénurie.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE MILLIARDAIRE BOLLORÉ MIS EN EXAMEN DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION

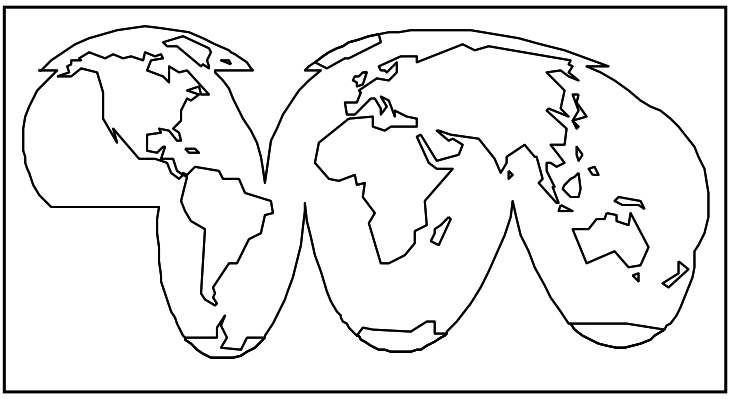
Le 25 avril, l'homme d'affaires Vincent Bolloré a été mis en examen puis gardé à vue pendant deux jours dans les locaux de la brigade anti-corruption du tribunal de Nanterre en France. Il est soupçonné d'avoir financé les campagnes électorales de Faure Gnassingbé du Togo et d'Alpha Condé de Guinée pour écarter ses concurrents et obtenir la concession des grands ports de ces pays en 2010 et en 2011.

Actuellement le groupe Bolloré possède plus de la moitié des ports d'Afrique de l'Ouest et plus du quart de ceux de l'Afrique de l'Est. Depuis 2004, il exploite le premier terminal à conteneurs d'Abidjan et plusieurs années après, le second terminal au détriment de ses concurrents. Le chemin de fer qui permet le transport des marchandises en direction du Burkina Fasso fait partie de ses possessions ainsi que le chemin de fer camerounais. Au Gabon, le groupe a tissé une amitié de longue date avec le dictateur. C'est ainsi que depuis les années 2000 il a placé la fille du président Omar Bongo à la tête de sa filiale Mining Logistics.

Aujourd'hui certains de ses concurrents évincés dénoncent les irrégularités dans l'attribution des contrats et c'est cela qui lui vaut quelques petits ennuis avec la justice française. Bolloré bénéficie de liens forts jusqu'au sommet de l'Etat français. On se souvient que Sarkozy avait effectué un long voyage après avoir été élu président, dans un bateau de luxe mis à sa disposition par cet ami milliardaire. François Hollande ainsi que certains anciens ministres l'ont aidé à décrocher quelques contrats juteux au détriment de ses concurrents.

Tout cela sent mauvais mais c'est tout le capitalisme qui est pourri.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.